

» PRESSE NATIONALE

Politique 



CONSTRUCTION D'UNE « GRANDE CÔTE D'IVOIRE » : ALASSANE OUATTARA PLACE LES JEUNES AU CŒUR DU PROGRAMME

Depuis sa prestation de serment à l'issue du scrutin présidentiel du 25 octobre 2025, le Président de la République, Alassane Ouattara, a démarré son nouveau mandat comme un nouveau pacte de confiance avec le peuple. « À travers ce nouveau contrat social que nous entamons, je réaffirme mon engagement à poursuivre la construction d'une "Grande Côte d'Ivoire", ambitieuse et solidaire ; une Nation forte, respectée, performante et souveraine », a déclaré le Président de la République. Connue pour être un homme de parole, Alassane Ouattara s'est engagé, dès cette année 2026, à poursuivre les grands chantiers de modernisation du pays, note le CICG. « Les jeunes et les femmes resteront, bien évidemment, au cœur de nos politiques publiques. En effet, leur formation, leur insertion professionnelle, leur créativité et leur engagement sont essentiels pour bâtir l'avenir », précise Alassane Ouattara.



RECONDUIT À LA TÊTE DU GOUVERNEMENT / BEUGRÉ MAMBÉ : « J'EXPRIME TOUTE MA GRATITUDE À SEM. ALASSANE OUATTARA »

Reconduit à nouveau à la tête de l'équipe gouvernementale, Robert Beugré Mambé n'a pas attendu longtemps pour traduire sa reconnaissance au Président de la République, Alassane Ouattara. « J'exprime toute ma gratitude à son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, pour la confiance renouvelée à ma modeste personne, ce jour », a-t-il écrit. C'était quelques instants après sa nomination dont l'annonce a été faite à travers un communiqué lu par la secrétaire générale de la Présidence de la République, Masséré Touré. « Cet appel à poursuivre la mission au service de la nation, à la tête du gouvernement, je l'accueille avec honneur et humilité. Sous la conduite du Tout-Puissant, mon engagement au travail demeure total », a-t-il fait savoir. Il a placé sa mission sous le sceau du Seigneur dont il est un fervent serviteur.



COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE-ÉGYPTE : UN AXE STRATÉGIQUE AU SERVICE DE LA STABILITÉ ET DE L'INTÉGRATION CONTINENTALE

Dans un entretien exclusif qu'il a accordé à Fraternité Matin, l'Ambassadeur de la République arabe d'Égypte en Côte d'Ivoire, Sherif Magdy Rashad Seif, livre une analyse approfondie des relations bilatérales. Entre enjeux sécuritaires au Sahel et intégration économique, le diplomate réaffirme la volonté de Le Caire de faire d'Abidjan un partenaire pivot pour l'émergence de l'Afrique. Selon le diplomate, ce partenariat, dont les racines plongent jusqu'en 1960, a franchi un palier décisif grâce à un dialogue politique constructif fondé sur la non-ingérence et la solidarité africaine. Il rappelle d'ailleurs que la signature, en août 2025, de l'accord d'exemption mutuelle de visas pour les détenteurs de passeports officiels, témoigne de cette vitalité retrouvée, érigéant la confiance en socle de toute collaboration future.

ÉLECTIONS PARTIELLES / TOUMODI ET DUALLA ET MASSALA : REPRISES DES

LÉGISLATIVES LE 21 FÉVRIER

Par décision rendue, le vendredi 9 janvier 2026, le Conseil constitutionnel a invalidé les résultats des élections législatives dans la circonscription électorale n°021 de Toumodi (Commune), ainsi que dans la circonscription n°204 de Duala et Massala (Commune et Sous-préfecture). L'annulation du scrutin dans la circonscription de Toumodi Commune fait suite à une requête introduite, le 2 janvier 2026, par la candidate du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), Mme Goudou Coffie Raymonde. Celle-ci contestait les résultats proclamés dans la circonscription. Pour ce qui est de la circonscription de Duala et Massala, l'invalidation fait suite d'un recours introduit par le candidat indépendant Sidiky Aboubakar Dosso. La requête a été enregistrée au Conseil constitutionnel, le 3 janvier 2026. Le scrutin partiel dans ces deux circonscriptions, sauf changement de dernière minute, se tiendra, le samedi 21 février 2026.

Economie ↗



MARCHÉ FINANCIER DE L'UMOA : LA CÔTE D'IVOIRE EN TÊTE AVEC 5 149 MILLIARDS DE FCFA MOBILISÉS EN 2025

La Côte d'Ivoire domine les levées de fonds sur le marché régional. Avec 5 149 milliards de FCFA mobilisés en 2025, le pays s'impose comme le premier contributeur du marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest-africaine (UMOA). Selon les données compilées par l'agence UMOA-Titres, il représente à lui seul près de la moitié des 11 878 milliards de FCFA mobilisés par les États sur cette période. Cette performance illustre non seulement la solidité de son économie, mais aussi la confiance des investisseurs dans sa capacité à honorer ses engagements financiers. La stratégie ivoirienne repose sur une utilisation active des émissions de titres publics pour financer son budget, soutenir ses projets d'infrastructures et accompagner les réformes structurelles. En se positionnant comme leader, Abidjan confirme son rôle de locomotive financière au sein de l'UEMOA.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : EN VISITE À L'ABATTOIR DE TIÉBISSOU, SIDI TOURÉ SATISFAIT DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026), déclinaison opérationnelle du Plan national de Développement (PND), le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a effectué une visite de terrain à Tiébissou. Cette mission avait pour objectif d'évaluer l'état d'avancement des travaux du nouvel abattoir industriel de volailles, une infrastructure stratégique pour la modernisation de la filière avicole ivoirienne. Selon Andrea Rossi, représentant de l'entreprise italienne SB Impianti, les travaux de génie civil ont atteint un taux de réalisation de 93 %. Sur le terrain, le ministre a constaté de visu l'évolution du chantier. Satisfait de cette progression, le ministre Sidi Tiémoko Touré a félicité l'ensemble des acteurs impliqués dans la réalisation du projet, notamment les équipes de SB Impianti, de l'Agence Abeda et du Programme d'Appui à la Production Avicole Nationale (PAPAN).

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LE PNUD ET LA CÔTE D'IVOIRE S'ALLIENT POUR ACCÉLÉRER LA RÉVOLUTION IA



Avec un score de 32,78 sur 100, la Côte d'Ivoire accuse un retard important en matière d'infrastructures numériques, de compétences spécialisées et de cadre réglementaire. Cette faiblesse se reflète clairement dans les classements internationaux : en 2023, le pays occupait le 138^e rang mondial sur 193 États dans le Government AI Readiness Index d'Oxford Insights. Pour repositionner le pays, les autorités ivoiriennes ont choisi d'en faire un point de départ de la transformation digitale des services publics. Un atelier a ainsi réuni, du 17 au 19 novembre dernier, ministères, experts, secteur privé et partenaires internationaux autour d'un objectif commun : s'organiser pour rattraper le retard en Intelligence artificielle. Organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation, cet atelier s'inscrit dans l'initiative mondiale AI Sprint qui déploie l'outil AILA (Artificial Intelligence Landscape Assessment), une méthodologie permettant de cartographier de manière efficace l'écosystème IA d'un pays.



SEMAINE DES DOUANES IVOIRIENNES (SEDIV) : BILAN 2025 ET NOUVEAUX DÉFIS AU CŒUR DE L'ÉDITION 2026

Les Douanes ivoiriennes organisent, le lundi 26 janvier 2026, à l'Auditorium Général DA Pierre Alphonse de Vridi, la 12^e édition de la Semaine des Douanes Ivoiriennes (SEDIV 2026). Cette rencontre annuelle, devenue un rendez-vous institutionnel majeur, offre à l'administration douanière l'occasion de faire le point sur ses performances et de tracer les perspectives pour l'année à venir. Cadre privilégié de réflexions et d'échanges, la SEDIV réunit, en début d'année, les « soldats de l'économie » autour d'un double objectif : dresser le bilan de l'exercice écoulé et se projeter méthodiquement vers les nouveaux défis. Pendant trois jours, sous la conduite du général Da Pierre Alphonse, directeur général des Douanes, les participants procéderont à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues des éditions 2023, 2024 et 2025. Les travaux porteront également sur l'examen des activités des différents Services, ainsi que sur l'état d'avancement du plan de réformes en cours.



DONNÉES STATISTIQUES / SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE : LE GOUVERNEMENT ET L'UNICEF PRÉPARENT UNE ENQUÊTE

Le Gouvernement ivoirien et le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef) lanceront dans les prochains jours, une enquête Mics (Grappes à indicateurs multiples), au titre de l'année 2026, sur la situation des femmes et des enfants en Côte d'Ivoire. D'un coût de 1,95 milliard de FCFA, ce projet bénéficiera d'un appui financier de l'Unicef, à hauteur de 849 millions de FCFA, soit 43,6 %. Le reste sera financé par l'État ivoirien. L'information a été livrée, hier, jeudi 22 janvier 2026, par Jean-François Basse, représentant résident de l'Unicef. C'était au cours d'une séance de travail, à l'immeuble Sciam, à Abidjan-Plateau, avec la ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba. Le représentant résident de l'Unicef s'est félicité du lancement de cette enquête qui permettra à l'État ivoirien d'obtenir des données actualisées sur tous les domaines qui concernent la femme, l'enfant et l'adolescent.



MOOSOU : BIENTÔT UNE GARE LAGUNAIRE MODERNE

Le village de Modeste, dans la commune de Grand-Bassam, va bientôt abriter une gare lagunaire. La première rencontre d'information sur les études menées par l'AMUGA (Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan) s'est tenue à la Mairie de Grand Bassam, le mercredi 21 janvier 2026. Et ce, en vue de la construction d'une gare lagunaire moderne à Moossou. Ce projet s'inscrit dans un vaste programme de 21 gares lagunaires et 2 chantiers navals, destiné à valoriser le plan d'eau de la lagune Ébrié et à promouvoir un système de transport public intégré de masse dans le Grand Abidjan. A l'horizon 2030, l'objectif est de transporter 520 000 voyageurs par jour par voie lagunaire.

RÉFORMES ÉDUCATIVES : DES PROGRÈS NOTABLES RECONNUS PAR LA FONDATION BILL ET MELINDA GATES

Des avancées notables enregistrées dans l'écosystème éducatif. La Côte d'Ivoire engrange les fruits des réformes éducatives engagées. En effet, la Fondation Bill et Melinda Gates a salué, mercredi 21 janvier 2026 à Abidjan, les avancées significatives du système éducatif ivoirien, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues des États généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (EGENA). À l'issue d'une audience avec la ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Mariatou Koné, la chargée de programmes de la fondation, Clio Dintilhac, a rendu hommage au leadership de la ministre et aux progrès enregistrés depuis le lancement des réformes structurelles du secteur.

PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT : DES RÉALISATIONS CONCRÈTES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS

La deuxième phase du Programme social du gouvernement (PS Gouv) qui s'étendait sur la période 2022-2024, s'est achevée. Elle a permis l'accès des populations aux services sociaux de base et l'amélioration de leurs conditions de vie partout sur l'ensemble du territoire. Le bilan à fin décembre 2024 confirme sa pertinence et son impact dans le quotidien des bénéficiaires. Le Président de la République l'a affirmé dans son message à la nation du 31 décembre 2025 : les efforts en matière d'investissements sociaux vont se poursuivre. « Dans cette dynamique, le Programme Social du Gouvernement et le Programme Jeunesse du Gouvernement continueront d'être des instruments majeurs de notre action. Ils seront renforcés et mieux ciblés afin de répondre plus efficacement aux besoins des populations, notamment en matière de santé, d'éducation, de formation, d'accès à l'emploi et de protection sociale » a-t-il indiqué. (Source : CICG)

NORD IVOIRIEN : COMMENT LE PROJET COSO LUTTE SÉRIEUSEMENT CONTRE LE CHÔMAGE

Le projet de Cohésion sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO) a montré son efficacité dans les zones où il est mis en œuvre. Lancé en 2022, ce projet a permis de générer 43 392 emplois, s'imposant ainsi aujourd'hui comme une réponse tangible aux besoins pressants des populations vivant dans les zones reculées et frontalières de la Côte d'Ivoire. Placé sous la Coordination de Dr Gniré Mariam Ouattara, ce projet, financé par l'État de Côte d'Ivoire avec le soutien de la Banque mondiale, est exécuté par le Conseil du coton, de l'anacarde et du karité, sous la maîtrise d'ouvrage du cabinet du Premier Ministre, avec la prise en compte systématique du genre. Depuis sa mise en œuvre jusqu'au 31 décembre 2025, 43 392 emplois ont été créés en faveur des hommes (54%), des femmes (46%) et des jeunes (57%). Les revenus des emplois contribuent largement à sortir les bénéficiaires de la précarité, luttant sérieusement contre le chômage, et augmentant le pouvoir d'achat des ménages.

PROGRAMME ÉLARGIE DE VACCINATION : LE PLAN D'ACTION OPÉRATIONNEL 2026 EN ÉLABORATION

C'est un processus déterminant pour l'élaboration de son Plan d'action opérationnel (Pao) 2026. À travers une série d'ateliers, la Direction du Programme Elargi de Vaccination (DCPEV), en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, a organisé une rencontre, les 13 et 14 janvier 2026, au sein de l'institution. Cet événement a permis de faire le bilan des réalisations des activités de 2025 et de poser les fondations techniques et stratégiques de la planification pour l'année à venir. Dans la même dynamique, rapporte une note d'information, un second atelier se déroule, du 21 au 23 janvier, à Jacqueville. Cette étape vise à approfondir l'analyse des résultats obtenus en 2025, revoir les priorités et objectifs du Pev pour 2026, à définir les actions prioritaires, établir un chronogramme précis de mise en œuvre et estimer les coûts, tout en identifiant les sources de financement pour le plan opérationnel.

FONSTI-PASRES/ 3E CONFÉRENCE ENTOMOLOGIQUE DE CÔTE D'IVOIRE (CECI-3) À YAMOUSSOUKRO : LA FIN DES SOUMISSIONS DES RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS APPROCHE À GRANDS PAS

La 3e Conférence entomologique de Côte d'Ivoire (CECI-3), coorganisée par la Société Entomologique de Côte d'Ivoire (SECI) avec le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI)-Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique (PASRES), se déroulera à l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro, du 5 au 8 mai 2026. Ce sera sous le thème : « Innovation, contribution de l'entomologie, approches transdisciplinaires face aux défis agricoles, sanitaires et environnementaux pour un développement durable et inclusif ». Dans ce cadre, un appel à communication, dont nous avons reçu le contenu du Service de communication du FONSTI-PASRES, le mercredi 22 janvier 2026, relève que les soumissions des résumés à l'adresse prennent fin, le vendredi 13 février 2026.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SANTÉ : L'IPCI MOBILISE CHERCHEURS ET DÉCIDEURS

La lutte contre le changement climatique est une affaire de tous. Face aux impacts sanitaires croissants du changement climatique, l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI) a lancé, jeudi 15 janvier 2026, à Abidjan, un atelier. Ce, sur la réflexion de haut niveau réunissant chercheurs, décideurs publics et partenaires internationaux. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet « Chinnova », avec pour ambition de structurer un réseau national de recherche capable d'anticiper et d'atténuer les effets du dérèglement climatique sur la santé des populations ivoiriennes. Représentant le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), le Pr Bamba Aboudramane, directeur de la Recherche au MESRS, a insisté sur le rôle stratégique de la science. « La recherche scientifique doit éclairer l'action publique en matière de changement climatique et de santé », a-t-il plaidé.

CNPS / RENTRÉE ACADEMIQUE 2025-2026 : 123 ÉTUDIANTS ADMIS AUX CYCLES DU CIFOCSS

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) a officiellement présenté, le jeudi 22 janvier 2026, les 123 étudiants admis aux cycles de formation du Centre ivoirien de formation des cadres de sécurité sociale (CIFOCSS) pour l'année académique 2025-2026. La cérémonie de rentrée solennelle s'est tenue à l'auditorium de la CNPS, à Abidjan-Plateau. Ces auditeurs suivront leur formation au CIFOCSS, structure rattachée à l'Institut de formation aux métiers de la sécurité sociale (IM2S), basé à Yopougon. La promotion est composée de 37 cadres moyens de sécurité sociale (26^e promotion), 21 contrôleurs d'exploitation (22^e promotion), six contrôleurs en prévention (17^e promotion) et 58 techniciens de sécurité sociale (30^e promotion).

APPUI À LA MOBILITÉ URBAINE / RÉGULATION DE LA CIRCULATION : L'AMUGA RENFORCE LES CAPACITÉS DE 110 AGENTS RÉGULATEURS

Les agents de l'Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan (AMUGA), en charge de la régulation du trafic routier, et quelques agents de police municipale bénéficieront au cours des six prochains mois, d'une formation, pour plus de performance et d'efficacité sur le terrain. C'est une initiative de l'AMUGA, en partenariat avec le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP). Le lancement officiel du projet a eu lieu, hier, 22 janvier 2026, au siège de l'AMUGA, à Cocody Les 2 Plateaux. C'était en présence de plusieurs personnalités, de quelques autorités policières et de différents acteurs du secteur des transports et de la formation professionnelle. Au total 110 agents bénéficieront de cette formation qui sera axée sur les bonnes pratiques en matière de mobilité, le secourisme et les gestes de premiers secours, les techniques modernes de régulation de la circulation, et sur d'autres thématiques essentielles, afin de doter ces agents des compétences nécessaires à l'accomplissement efficace des missions futures qui leur seront confiées.

SODEFOR : COULIBALY BREHIMA REMPLACE MAMADOU SANGARÉ

La Société de Développement des Forêts (SODEFOR) a désormais un nouveau dirigeant. Il s'agit du Conservateur général Coulibaly Brehima. En effet, à l'issue d'un Conseil d'administration extraordinaire tenu, le vendredi 16 janvier 2026, dont les résolutions ont nommé le Conservateur général Coulibaly Brehima en remplacement du Conservateur général Mamadou Sangaré, directeur général sortant, une cérémonie de passation de charges s'est tenue, le mercredi 21 janvier 2026, sous la présidence du président du Conseil d'administration, Antoine Gnizako, au siège de la SODEFOR. Le directeur général entrant, après avoir remercié le Président de la République, ainsi que le ministre des Eaux et Forêts, Laurent Tchagba, pour la confiance renouvelée placée en sa personne, a rassuré les agents de son engagement à travailler avec le concours de tous afin de poursuivre avec détermination les chantiers en cours, de renforcer la lutte contre la déforestation et de promouvoir une gestion inclusive et durable des ressources forestières.

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE LA SALUBRITÉ : LA NOUVELLE RÉGISSEUSE D'AVANCES OFFICIELLEMENT INSTALLÉE

Le ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité a procédé, dans une atmosphère solennelle, à l'installation de sa nouvelle Régisseuse d'avances. La cérémonie s'est déroulée dans la salle de conférence du 14e étage de la Tour A, à Abidjan-Plateau, le mardi 20 janvier 2026. L'événement a été présidé par Adama Sanon, Payeur général de la Protection de l'environnement et comptable assignataire des opérations de la Régie. Il a officiellement remis les charges à dame Coulibaly, devant un parterre de hautes personnalités du ministère. Parmi les invités figuraient, Gildas Simy, Directeur de cabinet adjoint, représentant le ministre Bouaké Fofana. Au cours de la cérémonie, les autorités présentes ont rappelé les exigences liées à la fonction. Elles ont prodigué à la nouvelle régisseuse des conseils axés sur les maîtres mots cités plus haut.

OISSU / CHAMPIONNATS SCOLAIRES NATIONAUX 2025-2026 : PRÈS DE 3 500 ÉTABLISSEMENTS ENGAGÉS CETTE SAISON

L'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU) a officiellement lancé, le samedi 17 janvier 2026, la saison sportive 2025-2026 avec le démarrage des championnats scolaires nationaux sur l'ensemble du territoire ivoirien. Pour cette saison, 3 455 établissements sont engagés dans plusieurs disciplines, dont le football, le basketball, le basket 3x3, le gaming (jeux vidéo), les petits poteaux, le maracana, le taekwondo, le judo et le tennis de table, dans les différentes catégories d'âge, chez les filles comme chez les garçons. Lors de la cérémonie d'ouverture au Lycée moderne d'Abidjan-Cocody, l'inspecteur général des Sports, Touré Nimbo, représentant le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Sports et du Cadre de vie, Adjé Silas Metch, a rappelé l'importance accordée par le gouvernement à la promotion du sport en milieu scolaire. Il a mis en avant les efforts consentis par l'État à travers la construction et la réhabilitation d'infrastructures sportives, ainsi que l'aménagement d'aires de jeux dans les établissements scolaires.



CACAOLOGIE : UNE SCIENCE INEXISTANTE DANS LE MONDE ACADEMIQUE OCCIDENTAL, UNE PREMIÈRE HISTORIQUE NÉE EN CÔTE D'IVOIRE

Malgré l'importance stratégique du cacao dans l'économie mondiale, aucune discipline scientifique globale consacrée exclusivement à cette ressource n'existe aujourd'hui dans les systèmes universitaires

occidentaux, notamment en France. Les recherches disponibles confirment qu'aucune université française ne propose de département, de licence, de master ou de doctorat structuré sous l'intitulé de cacaologie, ni de formation académique visant à former des cacaologues. C'est précisément à partir de ce constat qu'émerge, en Côte d'Ivoire, une initiative scientifique inédite : la cacaologie. Cette discipline nouvelle est le fruit des travaux de Dr Marcellin N'Da dit N'Da Cacao, scientifique ivoirien, qui pose pour la première fois les bases théoriques, conceptuelles et méthodologiques d'une science globale dédiée au cacao. Il est le directeur général de l'Institut international de la Cacaologie (Inica). Ce positionnement confère à la Côte d'Ivoire un leadership inédit.

» AGENCE DE PRESSE

Société 



L'ÉTAT PRÉVOIT PLUS DE 28 MILLIARDS FCFA POUR L'ÉLIMINATION DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

L'État ivoirien prévoit un budget de plus de 28 milliards de Francs CFA pour la mise en œuvre du Plan national d'élimination du cancer du col de l'utérus sur la période 2025-2030, a annoncé le mercredi 21 janvier 2026, le conseiller technique du ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle, Dr Bernard Éhui. Cette annonce a été faite à Abidjan Treichville, lors de la première cérémonie officielle de la campagne nationale « Janvier sarcelle », une initiative gouvernementale visant à renforcer la sensibilisation et l'information sur le dépistage précoce de cette pathologie. « Le coût global de ce plan est estimé à plus de 28 milliards de Francs CFA », a précisé Dr Éhui, qualifiant cet investissement de stratégique pour la santé, la dignité et l'avenir des femmes et des filles de Côte d'Ivoire. Il a appelé à un engagement fort, coordonné et durable de l'ensemble des acteurs, notamment des partenaires techniques et financiers.



UN CHERCHEUR PROPOSE UN PROJET POUR AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES FEMMES ENCEINTES VIVANT AVEC LE VIH

Le chercheur Dr Ahoua Constant a présenté, mercredi 22 janvier 2026, à l'Université Nangui Abrogoua d'Abidjan, son projet de recherche intitulé, « Bien-être des femmes enceintes vivant avec le VIH : valorisation des plantes utilisées dans la réduction de la charge virale dans les districts sanitaires de San-Pedro, Korhogo et Agboville », à l'occasion de la cérémonie officielle de lancement. D'une durée de deux ans et doté d'un budget global de 24 999 986 FCFA, financé par le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), ce projet vise à contribuer à l'amélioration de la prise en charge des femmes enceintes séropositives. Il s'appuie sur la mise au point d'un phytomédicament issu d'extrait de plantes locales aux propriétés antioxydantes et antivirales scientifiquement démontrées.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvciofficial



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



CICG

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable